Overwegende dat het bijgevolg passend is de nodige maatregelen te nemen om de ondernemingen te ondersteunen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 wordt aangevuld als volgt :

"en die, gelet op zijn beroepsinkomen, bijdragen aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen (RSVZ) moet betalen.".

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen ingevoerd :

1° in het eerste lid worden de woorden "voor wat betreft de perswinkels" ingevoegd tussen de cijfers "47.62" en de woorden "en 47.73";

2° in het eerste lid, 5°, vervallen de woorden "met uitzondering van 96.021";

3° het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

"personenvervoer te land binnen steden of voorsteden vermeld in de subklassen 49.310 van de NACE-BEL-code, wassen en poetsen van motorvoertuigen vermeld in de subklassen 45.206 van de NACE-BEL-code, autorijscholen vermeld in de subklassen 85.531 van de NACE-BEL-code alsook voor de evenementensector vermeld in de subklassen 82.300, 74.109, 90.023, 77.392 en 77.293 van de NACE-BEL-code";

4° het derde lid wordt opgeheven;

5° in het vierde lid worden de woorden "De in de leden 1, 2 en 3 bedoelde compensatievergoeding" vervangen door de woorden "De in de leden 1 en 2 bedoelde compensatievergoeding";

6° tussen het vierde en het vijfde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt : "de betaling van de vergoedingen door een externe dienstverlener wordt toegestaan in afwijking van artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheid";

7° in het vijfde lid worden de woorden "in het eerste lid, 2 en 32°" vervangen door de woorden "in het eerste en het tweede lid".

Art. 3. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 maart 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C − 2020/30411]

26 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services;

Considérant que la Région wallonne a déjà pris de premières mesures urgentes par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020, en suspendant tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, pour une durée d'un mois prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires;

Considérant qu'il convient également d'adapter certains délais non visés dans cet arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 et prévus dans les législations relatives aux impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, lorsque la Région wallonne n'en a pas encore repris le service mais que ces délais dépendent de ses compétences;

Considérant en outre les mesures de confinement prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels successifs des 13 et 18 mars 2020 portant tous deux des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, respectivement publiés au *Moniteur belge* des 13 et 20 mars 2020;

Considérant que le délai de deux ans repris à l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe relève de la compétence régionale et que de nombreux citoyens risquent, à la suite des mesures de confinement susvisées, de ne pas pouvoir se rendre auprès de leur notaire afin de passer les actes authentiques de revente d'un bien acquis il y a un peu moins de deux ans;

Considérant également que certains citoyens auront peut-être la possibilité de conclure un acte notarial, mais que cette garantie ne sait être apportée à tous vu que le monde notarial est également impacté dans son mode de fonctionnement, et qu'il convient de veiller à garantir le bénéfice d'un traitement identique entre les situations fiscales d'un citoyen jouissant de l'opportunité de passer un acte dans le délai de deux ans et de celui qui en est privé, et de préserver ainsi le principe de sécurité juridique de la législation qui leur est applicable;

Considérant ensuite les impacts économiques majeures que la crise sanitaire du coronavirus COVID-19 risque de provoquer au niveau de la Région wallonne;

Considérant qu'il relève d'une autorité publique comme la Région wallonne, de garantir et d'assurer dans le cadre et la limite de ses compétences et de sa capacité d'action, un soutien adéquat aux personnes morales et physiques fortement impactées par cette crise sanitaire majeure;

Considérant que la fiscalité concerne tous les pans de l'économie et constitue dès lors un outil efficace de soutien économique et financier dans ce contexte de crise majeure;

Considérant les décisions prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels susvisés, de fermeture de l'ensemble des commerces et entreprises ne relevant pas un rôle crucial dans un fonctionnement minimal de l'Etat, ainsi que de confinement de la population;

Considérant, notamment, pour les raisons évoquées ci-dessus, que cette crise affecte gravement la capacité financière de nombreuses personnes, tant physiques que morales;

Considérant que de nombreuses personnes tant physiques que morales sont tenues par des contraintes financières comme les crédits hypothécaires, et qu'en cas de défaut de les assumer ou si un risque particulier est identifié dans leur chef, le secteur bancaire risque d'activer les mandats hypothécaires de couverture des emprunts conclus, afin de se prémunir lui-même par la prise d'hypothèques contre les effets potentiellement désastreux de cette crise majeure;

Considérant que la Région wallonne doit éviter que cette prise de garantie par les banques ne conduise à une détérioration accrue des finances des entreprises et des particuliers, et que cette situation exceptionnelle de prise éventuelle de garanties n'aurait pas eu lieu en des circonstances normales;

Considérant, dès lors, que le meilleur levier d'action est de réduire exceptionnellement et temporairement à zéro pourcent le droit d'enregistrement, lorsqu'il est localisé en Région wallonne conformément à l'article 5, § 1er, 7°, premier tiret, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, relatif à la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble, mais uniquement en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer existant avant l'entrée en vigueur du présent arrêté afin d'éviter également toute situation d'abus potentiel de cette mesure exceptionnelle de faveur;

Considérant qu'un autre levier disponible, à la suite des fermetures obligatoires notamment du secteur HORECA, est d'alléger la charge fiscale pesant sur les établissements et inhérente à l'exploitation d'appareils automatiques de divertissement;

Considérant que ladite taxe sur les appareils automatiques de divertissement, telle que prévue à l'article 76 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus revêt un caractère annuel forfaitaire d'un montant pouvant être conséquent en cas d'inexploitation desdits appareils;

Considérant qu'il convient réduire la pression fiscale de cette taxe forfaitaire annuelle en immunisant les mois concernés par l'obligation temporaire de confinement et de fermeture des établissements concernés;

Considérant dès lors que la Région dispose d'un moyen d'action en instaurant une réduction du montant de la taxe visé à l'article 80 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus à concurrence d'1/12 par mois ou partie de mois au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil est déjà placé, subit une fermeture contrainte par suite de cette crise majeure, avant application des autres réductions éventuellement accordées en vertu des articles 81 ou 82 du même Code;

Considérant que le même principe doit trouver à s'appliquer à l'établissement fermé dans les mêmes circonstances et dans lequel le placement d'un appareil de ce type était planifié, à concurrence d'1/12 du montant de la taxe visé à l'article 80 du même Code, par mois ou partie de mois à dater du moment d'installation planifiée durant la période de fermeture contrainte par suite de cette crise majeure;

Considérant ensuite que les mesures visées dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux sont à ce point exceptionnelles qu'il s'indique de pouvoir y mettre fin dès que leur existence ne se justifie plus ou de pouvoir les prolonger;

Considérant, dès lors, qu'il est décidé qu'elles soient d'application pour une période de 30 jours à dater de leur entrée en vigueur, période éventuellement prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires;

Considérant que l'article 3, § 1er, du décret d'habilitation prévoit que :

« Les arrêtés visés aux articles 1er et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou règlementairement requis soient préalablement recueillis.

Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement »;

Considérant enfin, compte tenu de l'urgence extrême à garantir et soutenir tant les citoyens wallons que l'économie wallonne dans ce moment de crise inédite, qu'il convient que le présent arrêté soit adopté sur le champ; que ceci, en soi, justifie que ne soit pas consultée la section de législation du Conseil d'État et qu'il en va d'autant plus ainsi que celle-ci connaît bien légitimement des problèmes organisationnels et a fait savoir que « *Compte tenu de l'importante perturbation du fonctionnement normal de la section de législation, il convient de demander l'avis de préférence dans un délai de 60 jours et d'éviter, dans la mesure du possible, les délais plus courts de 5 et 30 jours* »;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Article 1er. Le droit visé à l'article 3, alinéa 1er, 7°, *a)*, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions est ramené à zéro pourcent en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer constaté par acte authentique avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 2. Le délai visé à l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est suspendu à partir du 18 mars 2020.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Art. 3. Pour la période imposable 2020 et sur demande du redevable, il est octroyé une réduction du montant de la taxe visé à l'article 80 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, à concurrence d'1/12 par mois ou partie de mois au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil est déjà placé, subit une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale.

La réduction prévue à l'alinéa 1er est également octroyée sur demande du redevable lorsque le placement de l'appareil est planifié à l'entrée en vigueur du présent arrêté, mais que celui-ci n'est pas déjà placé, à concurrence d'1/12 par mois ou partie de mois, à dater du moment d'installation initialement prévue, au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil doit être placé, subit une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale.

Les réductions prévues aux alinéas 1er et 2 sont appliquées avant application éventuelle des articles 81 et 82 du même Code.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 4. Les articles 1er et 2 sont applicables pour une période de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

Le Gouvernement constate par arrêté la fin de la période d'application de l'article 3 et le nombre de douzième concernés.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa signature.

Namur, le 26 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C − 2020/30411]

26. MÄRZ 2020 — Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 10 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 39 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 6;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verzögern, die reibungslose Arbeitsweise der verschiedenen öffentlichen Dienste beeinträchtigen, und bestimmte Dienste sogar zum Erliegen bringen könnten;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2020 bereits erste Dringlichkeitsmaßnahmen ergriffen hat, mit denen alle zwingenden Fristen, die in den gesamten wallonischen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen festgelegt oder aufgrund dieser Bestimmungen

verabschiedet wurden, sowie die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegten zwingenden Fristen, die gemäß dem Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, für einen Zeitraum von einem Monat ausgesetzt werden, der zweimal um denselben Zeitraum durch einen Erlass verlängert werden kann, mit dem die Regierung diese Notwendigkeit angesichts der Entwicklung der Gesundheitslage rechtfertigt;

In der Erwägung, dass zudem bestimmte Fristen anzupassen sind, die in diesem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2020 nicht erwähnt sind, und die in den Gesetzesbestimmungen über die regionalen Steuern gemäß Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen erwähnt sind, wenn die Wallonische Region den Dienst noch nicht übernommen hat, diese Fristen jedoch von ihren Zuständigkeiten abhängen;

In Erwägung der Maßnahmen in Bezug auf die Ausgangsbeschränkung, die von der Föderalregierung durch die aufeinanderfolgenden Ministeriellen Erlasse vom 13. und 18. März 2020 getroffen wurden, die beide Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 enthalten und jeweils im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. und 20. März 2020 veröffentlicht wurden;

In der Erwägung, dass die in Artikel 212 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches festgelegte zweijährige Frist in den Zuständigkeitsbereich der Region fällt und dass viele Bürger aufgrund der oben genannten Maßnahmen zur Ausgangsbeschränkung möglicherweise nicht in der Lage sind, ihren Notar aufzusuchen, um die authentischen Urkunden über den Weiterverkauf einer vor etwas weniger als zwei Jahren erworbenen Immobilie zu erstellen;

In der weiteren Erwägung, dass manche Bürger zwar die Möglichkeit haben werden, einen notarielle Urkunde abzuschließen, dass diese Garantie aber nicht für alle gegeben werden kann, da auch das Notariatswesen in seiner Funktionsweise betroffen ist, und dass darauf geachtet werden muss, dass die steuerliche Situation eines Bürgers, der die Möglichkeit hat, innerhalb der Zweijahresfrist eine Urkunde abzuschließen, und eines Bürgers, dem diese Möglichkeit vorenthalten wird, gleich behandelt wird, so dass der Grundsatz der Rechtssicherheit der für sie geltenden Rechtsvorschriften gewahrt bleibt;

In Erwägung der erheblichen wirtschaftlichen Auswirkungen, die die Gesundheitskrise des Coronavirus COVID-19 voraussichtlich in der Wallonischen Region verursachen wird;

In der Erwägung, dass es in der Verantwortung einer öffentlichen Behörde wie der Wallonischen Region liegt, im Rahmen und in den Grenzen ihrer Zuständigkeiten und ihrer Handlungsfähigkeit eine angemessene Unterstützung für juristische und natürliche Personen, die von dieser schwerwiegenden Gesundheitskrise stark betroffen sind, zu gewährleisten und sicherzustellen;

In der Erwägung, dass das Steuerwesen alle Wirtschaftsbereiche betrifft und daher ein wirksames Instrument zur wirtschaftlichen und finanziellen Unterstützung in diesem Kontext einer schwerwiegenden Krise darstellt;

In Erwägung der von der Föderalregierung durch die oben genannten Ministeriellen Erlasse gefassten Beschlüsse, alle Handelsgeschäfte und Betriebe, die für das Mindestmaß an Funktionsfähigkeit des Staates keine entscheidende Rolle spielen, zu schließen und der Bevölkerung eine Ausgangsbeschränkung aufzuerlegen;

In der Erwägung, dass diese Krise aus den oben genannten Gründen die finanzielle Leistungsfähigkeit zahlreicher natürlicher und juristischer Personen ernsthaft beeinträchtigt;

In der Erwägung, dass zahlreiche natürliche und juristische Personen durch finanzielle Verpflichtungen wie Hypothekarkredite gebunden sind und dass der Bankensektor bei deren Nichterfüllung oder bei Feststellung eines besonderen Risikos bei den vorerwähnten Personen, Hypothekenvollmachten zur Deckung der abgeschlossenen Kredite aktivieren könnte, um sich durch die Aufnahme von Hypotheken gegen die potenziell katastrophalen Auswirkungen dieser schwerwiegenden Krise zu schützen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region verhindern muss, dass die Inanspruchnahme von Sicherheitsleistungen durch die Banken zu einer weiteren Verschlechterung der Finanzlage von Unternehmen und Privatpersonen führt, und dass diese Ausnahmesituation der möglichen Inanspruchnahme von Sicherheitsleistungen unter normalen Umständen nicht eingetreten wäre;

In der Erwägung, dass der beste Ansatzpunkt dazu darin besteht, die Registrierungsgebühr ausnahmsweise und zeitweilig auf null Prozent zu senken, wenn diese Gebühr in der Wallonischen Region zahlbar ist gemäß Artikel 5 § 1 Ziffer 7 erster Gedankenstrich des Sondergesetzeses vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen bei der Bestellung einer Hypothek an einem unbeweglichen Gut, jedoch nur im Falle der Umwandlung eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bestehenden Hypothekenvollmacht, um auch jede Situation eines potentiellen Missbrauchs dieser außergewöhnlichen Vergünstigungsmaßnahme zu vermeiden;

In der Erwägung, dass ein weiterer Handlungsansatz nach den Zwangsschließungen, insbesondere im Horeca-Sektor, darin besteht, die Steuerlast der Betriebe im Zusammenhang mit dem Betrieb von Spielautomaten zu senken;

In der Erwägung, dass diese Steuer auf Spielautomaten gemäß Artikel 76 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern in einer jährlich fälligen Pauschale besteht, deren Betrag erheblich sein kann, wenn diese Automaten nicht benutzt werden;

In der Erwägung, dass die durch diese jährlich fällige pauschale Steuer entstehende Steuerbelastung dadurch verringert werden sollte, dass die Monate der vorübergehenden Verpflichtung zur Ausgangsbeschränkung und Schließung der betreffenden Betriebe des Gaststättengewerbes von der Steuer befreit werden;

In der Erwägung, dass die Region demnach über eine Handlungsmöglichkeit verfügt, indem sie eine Ermäßigung des Betrags der in Artikel 80 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern bis zu 1/12 pro Monat oder Teil eines Monats, in dem der Betrieb, in der sich der Automat bereits befindet, aufgrund dieser schwerwiegenden Krise zwangsweise geschlossen wird, vor der Anwendung anderer Ermäßigungen, die gemäß Artikel 81 oder 82 desselben Gesetzbuches gewährt werden können, einführt;

In der Erwägung, dass dasselbe Prinzip auch für den Betrieb gelten sollte, der unter den gleichen Umständen geschlossen wurde und in dem die Aufstellung eines solchen Geräts geplant war, und zwar bis zu 1/12 des Betrags der in Artikel 80 desselben Gesetzbuchs genannten Steuer pro Monat oder Teil eines Monats ab dem Zeitpunkt der geplanten Aufstellung während der durch diese schwerwiegende Krise erzwungenen Schließung;

In der weiteren Erwägung, dass die in dem vorliegenden Sondervollmachtenerlass genannten Maßnahmen derart außergewöhnlich sind, dass die Möglichkeit gegeben sein muss, sie rückgängig zu machen, sobald sie nicht mehr gerechtfertigt sind, oder aber sie zu verlängern;

In der Erwägung, dass daher beschlossen wird, dass sie für einen Zeitraum von 30 Tagen ab dem Datum ihres Inkrafttretens anwendbar sind, wobei dieser Zeitraum gegebenenfalls zweimal um dieselbe Dauer verlängert werden kann durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Verlängerung angesichts der Entwicklung der Gesundheitslage rechtfertigt;

In der Erwägung, dass in Artikel 3 § 1 des Ermächtigungsdekrets Folgendes vorgesehen wird:

"Die in den Artikeln 1 und 2 genannten Erlasse können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen eingeholt wurden.

Absatz 1 findet Anwendung auf die Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates in den von der Regierung besonders begründeten Fällen.";

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass angesichts der äußersten Dringlichkeit, sowohl die wallonischen Bürger als auch die wallonische Wirtschaft in dieser Zeit einer beispiellosen Krise Garantien zu bieten und sie zu unterstützen, unverzüglich verabschiedet werden sollte; dass dies an sich schon rechtfertigt, dass die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates nicht konsultiert wird, und dass dies umso mehr der Fall ist, als Letztere zu Recht organisatorische Probleme hat und Folgendes erklärt hat: *"Angesichts der bedeutenden Störung der normalen Funktionsweise der Gesetzgebungsabteilung, gilt es, die Gutachten vorzugsweise innerhalb von 60 Tagen anzufordern, und die kürzeren Fristen von 5 und 30 Tagen möglichst zu vermeiden"*;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches*

Artikel 1 - Die Gebühr im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 7 Buchstabe *a)* des Sondergesetzes bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen wird im Falle der Umwandlung einer vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in einer authentischen Urkunde festgestellten Hypothekenvollmacht in eine Hypothek auf null Prozent gesenkt.

Art. 2 - Die in Artikel 212 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches vorgesehene Frist wird ab dem 18. März 2020 ausgesetzt.

KAPITEL II — *Abänderungen des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

Art. 3 - Für den Besteuerungszeitraum 2020 wird auf Antrag des Steuerpflichtigen eine Ermäßigung des Betrags der in Artikel 80 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannten Steuer gewährt, in Höhe von 1/12 pro Monat oder Teil eines Monats, in dem der Betrieb, in dem sich der Automat bereits befindet, durch einen Beschluss der Föderalbehörde zwangsweise geschlossen wird.

Die in Absatz 1 vorgesehene Ermäßigung wird auf Antrag des Steuerpflichtigen ebenfalls gewährt, wenn die Aufstellung des Automaten zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits geplant, dieser jedoch noch nicht aufgestellt ist; diese Ermäßigung beläuft sich auf 1/12 pro Monat oder Teil eines Monats ab dem Zeitpunkt der geplanten Aufstellung, in dem der Betrieb, in dem der Automat aufgestellt werden sollte, durch einen Beschluss der Föderalbehörde zwangsweise geschlossen wird.

Die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Ermäßigungen werden vor der eventuellen Anwendung der Artikel 81 oder 82 desselben Gesetzbuches angewandt.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 4 - Die Artikel 1 und 2 gelten für einen Zeitraum von 30 Tagen, der zweimal um die gleiche Dauer verlängert werden kann, und zwar durch einen Erlass, in dem die Regierung die Notwendigkeit dieser Fristen angesichts der Entwicklung der Gesundheitslage rechtfertigt.

Die Regierung stellt das Ende des Anwendungszeitraums von Artikel 3 und die Anzahl betroffener Zwölftel mittels eines Erlasses fest.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 26. März 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität
Ph. HENRY

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C − 2020/30411]

26 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering;

Overwegende dat de WHO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 11 maart 2020;

Overwegende dat de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang brengen en bepaalde diensten zelfs verlammen;

Overwegende dat het Waals Gewest reeds eerste dringende maatregelen heeft genomen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020, waarbij alle dwingende termijnen die zijn vastgelegd in de gehele Waalse wetgeving en reglementering of die uit hoofde daarvan zijn aangenomen, alsmede die welke zijn vastgelegd in de wetten en koninklijke besluiten die krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, zijn opgeschort voor een periode van één maand, die tweemaal voor dezelfde periode kan worden verlengd bij een besluit waarbij de regering de noodzaak daarvan rechtvaardigt in het licht van de ontwikkeling van de sanitaire omstandigheden;

Overwegende dat het eveneens passend is bepaalde termijnen die niet in dit besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2020 zijn bedoeld en die in de wetgevingen betreffende de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten zijn voorzien, aan te passen wanneer het Waalse Gewest de dienst daarvan nog niet heeft overgenomen, maar wanneer deze termijnen onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest vallen;

Gelet bovendien op de inperkingsmaatregelen genomen door de federale Regering via de opeenvolgende ministeriële besluiten van 13 en 18 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, respectievelijk bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 en 20 maart 2020;

Overwegende dat de termijn van twee jaar die in artikel 212 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten is vastgesteld, onder de gewestelijke bevoegdheid valt en dat talrijke burgers zich als gevolg van de bovengenoemde inperkingsmaatregelen niet naar hun notaris kunnen begeven voor het verlijden van de authentieke akten van wederverkoop van een onroerend goed dat iets minder dan twee jaar geleden is aangekocht;

Overwegende dat sommige burgers ook de mogelijkheid zullen hebben om een notariële akte te sluiten, maar dat deze garantie niet aan iedereen kan worden gegeven, aangezien de werking van de notariële wereld ook wordt getroffen, en dat ervoor moet worden gezorgd dat de fiscale situaties van een burger die de mogelijkheid heeft om binnen de termijn van twee jaar een akte te sluiten en van een burger die van deze mogelijkheid wordt beroofd, op dezelfde manier worden behandeld, zodat het rechtszekerheidsbeginsel van de wetgeving dat op hem van toepassing is, gewaarborgd wordt;

Gelet ook op de grote economische gevolgen die de gezondheidscrisis van het coronavirus COVID-19 waarschijnlijk zal hebben op het niveau van het Waalse Gewest;

Overwegende dat het de verantwoordelijkheid van een overheidsinstantie als het Waalse Gewest is om, in het kader en binnen de grenzen van zijn bevoegdheden en handelingsbekwaamheid, een adequate ondersteuning aan de natuurlijke en rechtspersonen die sterk door deze grote gezondheidscrisis worden getroffen, te garanderen en te waarborgen;

Overwegende dat de fiscaliteit alle onderdelen van de economie betreft en daarom een doeltreffend instrument vormt voor economische en financiële steun in deze context van grote crisis;

Gelet op de beslissingen die de federale Regering via de bovenvermelde ministeriële besluiten heeft genomen, en die betrekking hebben op de sluiting van alle handelszaken en ondernemingen die geen cruciale rol spelen in de minimale werking van de Staat alsook op de inperking van de bevolking;

Overwegende dat deze crisis om bovengenoemde redenen, met name de financiële draagkracht van talrijke zowel natuurlijke personen als rechtspersonen, ernstig aantast;

Overwegende dat talrijke zowel natuurlijke personen als rechtspersonen gebonden zijn aan financiële beperkingen zoals hypotheekleningen, en dat de banksector, indien zij deze niet betalen of indien er een bepaald risico uit hun hoofde wordt vastgesteld, het risico loopt hypotheekmandaten te activeren om de afgesloten leningen te dekken, teneinde zich elf via hypotheken te beschermen tegen de mogelijk desastreuze gevolgen van deze grote crisis;

Overwegende dat het Waalse Gewest moet voorkomen dat het nemen van garanties door de banken leidt tot een verdere verslechtering van de financiën van bedrijven en particulieren, en dat deze uitzonderlijke situatie van het eventueel nemen van garanties zich in normale omstandigheden niet zou hebben voorgedaan;

Overwegende dat de beste hefboomwerking erin bestaat het registratierecht uitzonderlijk en tijdelijk tot nul procent te herleiden wanneer het in het Waalse Gewest is gelegen, overeenkomstig artikel 5, § 1, 7°, eerste streepje, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, met betrekking tot de vestiging van een hypotheek op onroerend goed, maar alleen in het geval van de omzetting in een hypotheek van een hypothecair mandaat dat bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit, om ook elke situatie van potentieel misbruik van deze uitzonderlijke gunstmaatregel te voorkomen;

Overwegende dat een andere beschikbare hefboom na de verplichte sluitingen, met name in de horecasector, bestaat uit het verminderen van de belastingdruk op de vestigingen die inherent is aan de werking van de automatische ontspanningstoestellen;

Overwegende dat de belasting op automatische ontspanningstoestellen zoals bedoeld in artikel 76 van het Wetboek van de met voormelde belastingen gelijkgestelde belastingen een forfaitaire jaarlijkse belasting is van een bedrag dat aanzienlijk kan zijn indien bedoelde toestellen niet worden gebruikt;

Overwegende dat de belastingdruk te wijten aan deze jaarlijkse forfaitaire belasting verminderd dient te worden door belastingvrij maken van betrokken maanden waarop de tijdelijke verplichting tot inperking en sluiting van betrokken vestigingen betrekking heeft;

Overwegende dat het Gewest over een actiemiddel beschikt via de invoering van een vermindering van het bedrag van de belasting bedoeld in artikel 80 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen met 1/12e per maand of deel van de maand waarin de vestiging waarin het toestel reeds geplaatst is, een gedwongen sluiting ondergaat wegens deze grote crisis, voor toepassing van de andere verminderingen, eventueel toegekend krachtens artikelen 81 of 82 van hetzelfde Wetboek;

Overwegende dat hetzelfde beginsel toepassing moet krijgen op de vestiging die in dezelfde omstandigheden gesloten wordt en waarin het plaatsen van een toestel van dat type gepland was, met 1/12e van het bedrag van de belasting bedoeld in artikel 80 van hetzelfde Wetboek, per maand of deel van de maand te rekenen van het ogenblik van geplande installatie gedurende de periode van gedwongen sluiting wegens deze grote crisis;

Overwegende dat de maatregelen beoogd in dit besluit van bijzondere machten vervolgens in deze mate buitengewoon zijn dat het aangewezen is, ze te beëindigen zodra het bestaan ervan niet langer verantwoord is of het niet langer verantwoord is ze te verlengen;

Overwegende dat bijgevolg beslist is dat ze van toepassing zouden zijn voor een periode van dertig dagen te rekenen van inwerkingtreding ervan, waarbij deze periode eventueel twee maal verlengd kan worden voor éénzelfde duur, bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de sanitaire voorwaarden;

Overwegende dat artikel 3, § 1, van het machtigingsdecreet hetvolgende bepaalt :

"De besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2 kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden.

Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen.";

Overwegende dat het, rekening houdend met de uiterste dringende noodzakelijkheid om in dit crisismoment zonder voorgaande zowel de Waalse burgers en de Waalse economie te garanderen en te ondersteunen, passend is dat huidig besluit terstond wordt aangenomen; dat dit op zich een verantwoording is voor het feit dat de afdeling wetgeving van de Raad van State niet is geraadpleegd en dat dit des te meer geldt dat genoemd college begrijpelijkerwijze voor organisatieproblemen staat en mede heeft gedeeld dat het "rekening houdend met de aanzienlijke verstoring van de normale werking van de afdeling wetgeving" passend is dat "het advies bij voorkeur aangevraagd wordt binnen een termijn van 60 dagen en dat "voor zover mogelijk kortere termijnen van 5 en 30 dagen vermeden worden";

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Artikel 1. Het recht bedoeld in artikel 3, lid 1, 7°, *a),* van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt tot nul percent teruggebracht in het geval van de omzetting in een hypotheek van een hypothecair mandaat bij authentieke akte vastgesteld vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 2. De termijn bedoeld in artikel 212 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt te rekenen van 18 maart 2020 opgeschort.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het Wetboek van met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 3. Voor de belastingperiode 2020 en op aanvraag van de belastingplichtige wordt er een vermindering van het bedrag van de belasting toegekend, bedoeld in artikel 80 van het Wetboek van met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, met 1/12e per maand of deel van de maand waarin het toestel reeds geplaatst is, een gedwongen sluiting ondergaat door beslissing van de federale overheid.

De vermindering bedoeld in het eerste lid wordt eveneens toegekend op aanvraag van de belastingplichtige wanneer het plaatsen van een toestel gepland was bij inwerkingtreding van dit besluit maar wanneer dit toestel niet reeds is geplaatst, met 1/12e, per maand of deel van de maand te rekenen van het ogenblik van aanvankelijk voorziene installatie gedurende de periode van gedwongen sluiting waarin het toestel geplaatst moet worden, een gedwongen sluiting ondergaat door beslissing van de federale overheid.

De verminderingen bedoeld in leden 1 en 2 worden toegepast voor eventuele toepassing van de artikelen 81 en 82 van hetzelfde Wetboek.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 4. De artikelen 1 en 2 zijn van toepassing voor een periode van dertig dagen, twee maal verlengbaar voor éénzelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoord heeft ten opzichte van de evolutie van de sanitaire omstandigheden.

De Regering stelt bij besluit het einde van de periode van toepassing van artikel 3 en van het aantal betrokken twaalfden vast.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking daags na de dag van ondertekening ervan.

Namen, 26 maart 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Digitale Innovatie,
Landbouw en Ruimtelijke Ordening,
W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DEBUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/201388]

20 DECEMBRE 2019. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01, 02 et 04 des divisions organiques 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019, notamment l'article 9;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 novembre 2019;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'article de base 11.11 du programme 04 de la division organique 09, à l'article de base 11.03 du programme 01 de la division 10, à l'article de base 11.16 du programme 02 de la division organique 11, à l'article de base 11.03 du programme 01 de la division organique 13, à l'article de base 11.03 du programme 01 de la division organique 14, à l'article de base 11.05 du programme 01 de la division organique 16, à l'article de base 11.03 du programme 01 de la division organique 17 et à l'article de base 11.03 du programme 01 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019, afin de transférer les crédits nécessaires à la rémunération du personnel,

Arrêtent :

Article 1er. Des crédits d'engagement à concurrence de 7.075 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 7.075 milliers d'EUR sont transférés au sein des programmes 01, 02 et 04 des divisions organiques 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivants des programmes 01, 02 et 04 des divisions organiques 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Article de base	Crédit initial Après le 1er ajustement		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 09 11.11.04	2.806	2.806	+ 240	+ 240	3.046	3.046
DO 10 11.03.01	35.766	35.766	+ 280	+ 280	36.046	36.046
DO 11 11.02.02	11.053	11.053	- 120	- 120	10.933	10.933
DO 11 11.04.02	17.980	17.980	- 750	- 750	17.230	17.230
DO 11 11.14.02	1.654	1.654	- 1.654	- 1.654	0	0
DO 11 11.15.02	7.340	7.340	- 470	- 470	6.870	6.870
DO 11 11.16.02	1.483	1.483	+ 70	+ 70	1.553	1.553
DO 11 11.20.02	375	375	- 70	- 70	305	305
DO 12 11.03.01	42.311	42.311	- 930	- 930	41.381	41.381
DO 13 11.03.01	92.686	92.686	+ 2.100	+ 2.100	94.786	94.786
DO 14 11.03.01	83.717	83.717	+ 1.200	+ 1.200	84.917	84.917
DO 15 11.03.01	126.608	126.608	- 2.100	- 2.100	124.508	124.508
DO 15 11.04.01	2.716	2.716	- 21	- 21	2.695	2.695
DO 16 11.03.01	37.539	37.539	- 30	- 30	37.509	37.509
DO 16 11.04.01	1.345	1.345	- 460	- 460	885	885
DO 16 11.05.01	17.273	17.273	+ 85	+ 85	17.358	17.358
DO 17 11.03.01	18.413	18.413	+ 1.000	+ 1.000	19.413	19.413
DO 18 11.03.01	33.047	33.047	+ 2.100	+ 2.100	35.147	35.147
DO 19 11.03.01	21.542	21.542	- 470	- 470	21.072	21.072